

COMpte-RENDU DU COMITE DIRECTEUR 16 ET 17 JANVIER 2018



Présents : BARBOUNIS Nathalie, BILLET Serge, BONNENFANT Renaud, BOUGEARD Alain, BOURDIER Pascale, BOUTRON Christian, CARRE Charlotte, COLMONT Bernard, DEROUET Michel, FENEAU Pascal, FILIPPI Laurence, GIFFARD Jacques, GRIMBELLE Hélène, LACROIX Michel, LEBELLE Dominique, MANUEL Henriette, MEUNIER Madeleine, MOREIRA Véronique, MOREL Patrick, NOIR Geoffroy, PRATALI Josiane, RENAULT Philippe, ROIG-ROLLIN Michèle, STRUGALA Carole, RICHARD Hervé, ROBIN-LEROY Francis, LASNIER Benoît.

Excusé-e-s :

. Pour la Ligue : BESSON-MANIGLIER Martine.

. Pour l'USEP : BURDY Max, GOUEL Florence, GRIMAUD Thierry, RAMIREZ Annie.

VALIDATION DU PV DU COMITE DIRECTEUR DES 20 ET 21 NOVEMBRE 2017

Le PV du CD des 20 et 21 novembre 2017 est adopté à l'unanimité.

ORDRE DU JOUR

L'ordre du jour est adopté.

USEP

3, rue Récamier

75007 PARIS

Tél : 01 43 58 97 75

www.usep.org

@usepnationale

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

SIRET N° 420 857 278 000 14 – Code APE 9312Z

Union Sportive de l'Enseignement du Premier Degré

Fédération sportive scolaire de

la ligue de
l'enseignement

un avenir par l'éducation populaire

INFORMATIONS ET ACTUALITÉS

SEMAINE OLYMPIQUE ET PARALYMPIQUE

Les comités USEP bénéficient de l'aide des CDOS, de l'accès aux ressources sur le site du CNOSF. Les projets labellisés pourront bénéficier dans la mesure du possible de la venue d'athlètes de haut niveau envoyés par le COJO 2024. Le lundi 29 janvier, un moment protocolaire avec les deux ministres sera organisé au lycée Michelet, porte de Vanves. Il y a eu peu de demandes de labellisation à ce jour mais les comités USEP sont proportionnellement bien représentés.

L'annonce des écoles labélisées génération 2024 est prévue pendant cette SOP. Le cahier des charges a été diffusé aux comités avec un message les incitant à s'inscrire dans le dispositif.

MEN

Une expérimentation sur le « Plan mercredi » est prévue en Normandie avant d'obtenir des éléments plus formalisés. La convention MEN-Ligue-USEP est à retravailler pour une signature. Les services du MEN ont été relancés à cet effet. La réduction du nombre de collaborateurs dans le cabinet du ministre ne facilite pas ce processus.

Guillaume Lecuire, nouvel IGEN EPS, a été reçu par la Présidente et le directeur au sujet de la mesure « une AS, une école ».

MSPORT

La réflexion sur la gouvernance du sport se poursuit avec tous les acteurs afin de faire évoluer le modèle sportif français. Un 1^{er} séminaire se tiendra le 30 janvier.

CNOSF

Un séminaire s'est tenu sur l'organisation des JOP. Le CIO s'inscrit dans une nouvelle dynamique pour réduire la complexité du cahier des charges de l'organisation et en réduire les coûts. Le Comité d'Organisation des JOP vient d'être créé. Une commission « éducation » devrait être créée au sein du CNOSF.

Une réflexion sur la réécriture de la convention MEN-MS-CNOSF signée en 2013 est engagée. Un colloque autour de l'articulation des parcours scolaires et sportifs des élèves est prévu le 31 janvier en présence de Jean-Michel Blanquer.

OCCE

Le président de l'OCCE a été recontacté comme décidé lors du dernier CD. Il s'agit de relancer le travail de collaboration sur un communiqué commun avec en parallèle un suivi des départements où des tensions existent entre USEP et OCCE.

LIGUE

Un GT « mémoire de la Ligue » a été mis en place. Il s'agira notamment de réfléchir aux fondements sur lesquels l'USEP d'aujourd'hui s'est construite. Jacques Giffard participera à ce GT au nom de l'USEP.

Le CD désigne les représentants de l'USEP à la CN vie associative (C. STRUGALA) et à la CN Education et formation tout au long de la vie (G. NOIR, P. MOREL et D. LEBELLE).

Le budget 2018 du fédéral Ligue sera difficile à équilibrer du fait notamment de la détérioration continue des résultats du secteur vacances depuis 2015. Plusieurs mesures sont prises en urgence

pour économiser les dépenses du centre confédéral. Le départ volontaire ou non de certains salariés fait partie de ces mesures. Le soutien financier aux fédérations départementales est maintenu.

VIE STATUTAIRE

La loi fiscale impose qu'il n'y ait que trois dirigeants rémunérés à la Ligue. En conséquence et afin de permettre à l'USEP d'être représentée au CA de la Ligue avec un mandat électif, le CD valide à l'unanimité le fait de rendre opérationnelle la rémunération de la présidente par l'USEP. Le CD mandate alors la CNVS pour qu'elle examine l'impact sur l'évolution des statuts et du règlement intérieur.

AEFE

Conformément au mandat donné par le CD, les dispositifs statutaires d'un éventuel comité territorial de l'AEFE ont avancé. Une proposition est soumise au service juridique de l'AEFE.

SUIVI DES COMITÉS

CRUSEP Aura : le CRUSEP a été créé le 13 décembre. La 1^{ère} AG ordinaire sera organisée le 31 janvier.

18 : Le directeur s'est déplacé à Bourges sur demande du CDUSEP18. Les flux financiers Ligue-USEP sont à clarifier, de même que l'indépendance financière de l'USEP doit être réaffirmée avec la création d'un compte bancaire propre à l'USEP 18.

34 : une discussion est en cours notamment sur la répartition de la CPO. Le secrétaire général est mandaté pour poursuivre les travaux de médiation.

41 : une discussion est en cours sur la répartition de la CPO. Le directeur est mandaté pour poursuivre les travaux de médiation.

42 : Le poste de délégué menacé récemment est conservé à 100% avec une prise en charge supplémentaire de 20000€ par le CD USEP.

84 : le secrétaire général poursuit l'accompagnement du comité.

62 : la déléguée a accepté de demander sa mise en disponibilité afin de pouvoir assurer la continuité avec le recrutement ultérieur d'un délégué de droit privé.

72 : le détachement du délégué actuel pourrait ne pas être renouvelé au profit du recrutement d'un salarié de droit privé. Des négociations sont en cours et sont suivies par le secrétaire général.

976 : Le coût de la réassurance chez Allianz pose problème. L'Apac étudie la possibilité de prendre en charge la responsabilité individuelle ce qui diminuerait le devis tout en laissant la garantie « responsabilité civile » à Allianz.

Usep Maroc : AEFE a subi une baisse de subvention entraînant des suppressions de poste dans leur réseau. Le poste de délégué USEP Maroc est supprimé. La présidente et le directeur se rendront à l'AG de l'Usep Maroc samedi 27 janvier.

AG 2018

Le Comité de pilotage de l'AG2018 se réunit régulièrement.

La présidente propose les grandes lignes du rapport moral :



- Enjeux de l'USEP dans le contexte actuel
- Affirmer notre identité auprès des institutions
- Amélioration de notre communication à destination des institutions et des partenaires
- Point d'étape du projet
- Le développement de l'USEP
- Structurer et créer une communauté d'action

Les médaillé-e-s d'honneur ont accepté la proposition qui leur a été faite.

A ce jour, une candidature au poste vacant d'élue au CD a été reçue.

AG 2019

Le secrétaire général a effectué deux déplacements sur les lieux de candidature. Il présente les deux dossiers en soulignant tant leurs qualités que le respect scrupuleux du cahier des charges d'organisation de l'AG 2019. L'organisation de l'AG 2019 est mise aux voix à bulletins secrets :

- Nombre de votants : 18
- Nombre de suffrages exprimés : 18
- Comité régional USEP de Bretagne à Lorient (56) : 8
- Comité départemental USEP des Pyrénées-Atlantiques à Pau (64) : 10

PÉRIMÈTRE DE L'ASSOCIATION

La priorité doit rester « une école – une association ». Cependant, sur le territoire, à des échelles plus ou moins différentes, la connaissance du terrain nous permet d'affirmer que certaines associations regroupent plusieurs écoles sans pour autant être des associations de coordination, puisqu'elles délivrent des licences à leurs membres. Trois propositions sont faites par la CNVS pour prendre en compte cet état de fait. Ajouter une limite temporelle à cette création « d'association d'écoles » pourrait constituer un dispositif transitoire. Le principe de porter cette réflexion devant l'AG 2018 et d'organiser une réflexion nationale pour une décision à l'AG 2019 est voté à l'unanimité.

LICENCE ADULTE

Le secrétaire général présente une démarche de travail à propos du statut de la licence adulte. Les éléments de réflexion et de débat à propos de ces deux questions seront présentés à Nevers en 2018 pour une large consultation du mouvement et décisions à l'AG 2019.

De nouveaux outils peuvent être intégrés à cette réflexion :

- Le compte-épargne temps issu de la loi travail pour les non-enseignants
- Le congé d'engagement non indemnisé créé par la loi égalité et citoyenneté du 27 janvier 2017
- La validation des acquis pour les parents dans le cadre d'un dispositif de validation des compétences acquises dans un cadre informel style open badge.
- La pratique sportive occasionnelle est possible sans certificat médical et n'est pas considéré par l'UFOLEP comme de la concurrence.

La démarche est validée à l'unanimité.

FINANCES

BUDGET 2018

Le budget 2018 se base sur une prévision des produits en baisse du fait des adhésions et affiliations. Le recrutement d'un chargé de mission de droit privé pour l'USEP nationale est intégré au budget. Une proposition équilibrée à 3785000€ est mise aux voix. Pour : 16, Contre : 1, Abstentions : 2.

CNF

40% des comités ont déjà déposé leurs éléments financiers sur la nouvelle plate-forme Innovance. Les membres de la CNF ont débuté l'analyse des données.

Le processus de dématérialisation des notes de frais en format pdf est en cours après accord du commissaire aux comptes. L'envoi des justificatifs scannés pourra se faire par mail à l'adresse suivante : notedefrais@laligue-usep.org

COMMUNICATION

FEUILLE DE ROUTE

Plusieurs objectifs restent à atteindre : déclinaison des sites des comités, évolution de l'application pour le p'tit tour, évolution des ressources présentes sur les clés de l'EEDD.

L'adaptation et le renforcement de notre communication vers les partenaires reste un objectif. A ce titre, sont mis en œuvre :

- La production de vidéos avec actibloom (planification des événements),
- L'opérationnalisation des marraines-parrains
- La plaquette de présentation de l'USEP
- Le travail autour des slogans pour Paris 2024
- Des plans de communication sur les événements comme cela a été fait pour la semaine olympique et paralympique.

PARRAINAGE

Luc Abalo, Marie-Amélie Le Fur et Stéphane Bahier ont été approchés. La formalisation de parrainage pour l'AG reste un objectif malgré les difficultés liées à l'emploi du temps chargé de ces athlètes de haut niveau.

Plusieurs parrainages des comités départementaux avancent, c'est notamment le cas dans les 62, 14 et 01. Les cartes d'identité des parrains-marraines seront formalisées par Ophélie Strugala qui a produit les documents de base. Concernant Claire Bren, il manque toujours la signature de la FFCK sur la lettre d'engagement. Enfin, Marie-Josée Pérec pourrait être sollicitée comme ambassadrice et non comme marraine.

SUIVI DÉCLINAISON DES SITES

Les premières déclinaisons seront proposées dans la prochaine quinzaine. Cinq premières déclinaisons seront ouvertes afin d'assurer la phase de débogage nécessaire. Puis les autres déclinaisons seront progressivement développées pour les comités qui en auront fait la demande.

ACCOMPAGNEMENT DES TERRITOIRES

Le GT renforcement de l'échelon départemental aura normalement finalisé la mallette numérique d'ici juin 2018. Une orientation du travail vers les régions est ensuite probable.

Le GT projet USEP/école/PEdT travaille sur un document d'accompagnement pour les associations afin d'inscrire le projet de l'Usep dans le projet d'école à partir des parcours citoyens et de santé.

La Commission Nationale Accompagnement des Territoires travaille sur des outils et stratégies afin d'aider les CRUSEP à prendre une place dans les PADSS. Il s'agit également d'impulser une dynamique cohérente pour l'écriture des PRD.

Enfin, l'ajustement des critères d'attribution des dotations financières via les contrats de développement se fera en lien avec le SN gouvernance.

RÉUNIONS RÉGIONALES LIGUE/USEP/UFOLEP

La représentation de l'Usep nationale est souhaitable lors de ces réunions. Les élu-e-s se répartissent les réunions selon leurs disponibilités.

VIE SPORTIVE-VIE ASSOCIATIVE

Le premier comité de pilotage de l'évènement 2019 se réunira le 8 mars.

Le GT Opérations Nationales se réunira pour étudier des contrats de développement passés et tirer des perspectives.

Une présentation sur les 3 ans à venir des opérations nationales éligibles aux contrats de développement est soumise. Sur l'année 2018-2019 : les opérations athlé/santé, maternelle entre en jeu, p'tit tour, mondi@l-usep, golf sont retenues.

Les opérations partenariales nationales sont prévues : disciplines enchaînées, tennis de table, handball, football, basket ball et poney-école.

Mandat est donné à la commission formation du 2 février pour travailler à la mise en place de la Formation Complémentaire qui sera consacrée aux échecs et disciplines enchaînées.

Aucun dossier ne présentant la totalité des critères d'attribution, le prix F. Dupont ne sera pas décerné cette année. Mme Dupont a été avertie de cette décision et s'y associe.

PARTENARIAT AVEC LES FÉDÉRATIONS (CIAA/DANSE/ECHEC/VOLLEY/GOLF)

La valorisation de la licence USEP est toujours au centre des relations partenariales et des actions engagées. Un point est fait sur le suivi des différents partenariats fédéraux.

P'TIT TOUR ET CIRCULATION C2/C3

Une note sur les préconisations légales liées à l'usage de la voie publique pour les CE2 à vélo est présentée. Pour le cycle 2, l'USEP préconise de faire référence à la réglementation départementale. Un message avec les informations sur les dispositions légales recueillies auprès des MEN et MS sera transmis aux comités.

Le GT P'tit tour constate que la ressource numérique p'tit tour est utilisée par 12% des comités (seulement). Plusieurs causes sont identifiées : des problèmes matériels liés à l'outil informatique

ou internet, des contenus parfois trop riches (trop d'écrit en C1), et parfois trop enfantins (pour le C3). Il est nécessaire de repenser le contenu de cette application autour de plusieurs principes :

- réserver l'appli au C2 et C3 dans un premier temps
- progressivité : la bicyclette pour le C2, la sécurité routière pour le C3
- distinguer le contenu adulte de l'espace enfants (le rendre inaccessible aux enfants)
- trace écrite via une validation des connaissances de l'enfant, bilan imprimable
- évaluation de la distance parcourue par les enfants

Le prestataire sera contacté pour demander un devis pour l'intégration des modifications. Une décision sera ensuite prise. En attendant, l'application est mise en veille tant qu'une amélioration ne peut être mise en place.

Mandat est donné au prochain bureau pour la décision de la localisation de l'étape nationale P'tit tour 2018.

MONDI@L USEP

Le vice-président présente l'opération qui réunira des équipes régionales (4 classes de CM1-CM2 par région). Des échanges numériques auront lieu via edutwit en mars, avril et mai, puis la phase sportive sera organisée en juin. 3 régions métropolitaines et 3 territoires d'outremers sont inscrits à l'opération.

PEDAGOGIE ET RECHERCHE

GT cycle : il est nécessaire d'associer une personne ressource supplémentaire dans chaque cycle afin de réunir 3 binômes (un par cycle). Un élu devra prendre en charge ce GT.

GT inclusion : 3 personnes ressources seront sollicitées. Il s'agit :

- D'outiller le réseau sur la démarche d'adaptation.
- De consolider le partenariat avec la FFSA.
- D'actualiser le partenariat avec l'AGSASS.
- De coordonner l'opération avec la FFHandi sur la manifestation HOP (Handisport Open Paris) à Charléty.
- De participer au stage inscrit au PNF de la Ligue de deux fois deux jours sur la démarche d'inclusion à l'adresse des différents services de la Ligue.

GT enfant auteur et pratiques innovantes : l'objectif est la formalisation du concept d'enfant auteur en s'appuyant sur une pédagogie implicite à partir d'une réflexion sur les rôles sociaux. Il est nécessaire d'intégrer deux personnes ressources.

GT enfant citoyen : approfondissement du travail pédagogique de l'USEP au travers des éduquer à. Le projet est de valoriser l'existant et notamment l'EEDD pour cette année puis d'accompagner les ressources sur la fin de la mandature. La question de l'implication de l'USEP pour la journée de la laïcité est également posée. Concernant l'EEDD, il s'agit d'exploiter davantage les ressources dans les rencontres, d'aller vers des fiches d'ateliers directement utilisables par l'animateur. L'USEP nationale participera aux RNEEDD en novembre.

GT partenariat pédagogique : le projet est à plus long terme. L'organisation d'un colloque partenarial « l'Horizon 2024 du sport scolaire » pour clôturer l'année 2019 est visée.

ANCP

L'USEP nationale a rencontré la nouvelle présidente de l'ANCP et le responsable de la commission EPS. Ces dirigeants sont favorables à une reconnaissance mutuelle. Beaucoup de questions émanent de leur base militante. Des interventions à leur rassemblement national le 25 janvier et à leur congrès à venir sont prévues. La principale demande consiste en un travail commun sur un document précisant les rôles de chacun et notamment les responsabilités.

FORMATION ET RESSOURCES

La Commission nationale se tiendra le 2 février en présence de la Ligue et de l'UFOLEP en vue d'établir des perspectives communes sur les formations numériques et hybrides. La complémentarité des plans de formations des 3 entités sera également à l'ordre du jour. La réflexion sur un espace de mutualisation des ressources pour les formateurs nationaux se poursuit. Deux FIF sont prévus cette année.

RASSEMBLEMENT

40 formateurs étaient inscrits au rassemblement d'hiver. Les travaux ont porté sur la formation numérique, à distance en lien avec de nouveaux outils : noodle, slack, adobe connect. Les Formateurs nationaux sont sollicités pour concevoir des micro-modules de formation à intégrer dans des modules de formations plus larges.

OBSERVATOIRE DES PRATIQUES

L'enquête sur les hausses et baisses des effectifs élaborée et mise en œuvre par la CNODP est finalisée. Les résultats sont présentés et mis à disposition du comité directeur.

L'enquête aux associations a reçu 244 réponses à ce jour. Six éléments sont marquants :

- 20% des associations regroupent plusieurs écoles
- 45% ne font que du temps scolaire
- 45% ne se jugent pas complètement outillées pour mettre en œuvre la vie associative
- Plus de la moitié des associations n'ont pas entendu parler de 80% des outils.

Les associations seront relancées par les comités départementaux. Un objectif de 7 associations minimum par département est fixé afin d'obtenir une représentativité suffisante pour des résultats significatifs et exploitables.

WEBAFFILIGUE

Le travail sur le nouvel outil avance. La question du périmètre de l'association d'école est centrale à ce stade.

TABLEAUX DE BORD

Les tableaux de bord ont été finalisés et seront envoyés aux comités selon les mêmes modalités que l'an passé.

GOUVERNANCE

Le souhait d'associer au maximum le mouvement à la réflexion collective notamment au moyen d'outils collaboratifs à distance est rappelé.

20% des PRD et PDD ont été retournés à l'échelon national. Il manque certainement un cadre méthodologique pour accompagner les comités dans leur rédaction.

Le suivi des contrats de développement est co-porté par la CNAT et la gouvernance, Annie Ramirez demeurant la référente sur ce dossier.

SUIVI ÉLUS RÉFÉRENTS

Il est nécessaire de revoir le dispositif d'élus référents en y incluant une dimension régionale. Une répartition différente avec deux ou trois élus référents nationaux par région est présentée.